

Adapter les pratiques en agriculture pour sauver le lac Saint-Pierre

Marie-Ève Bourgoing Alarie

Le jeudi 19 juillet 2018, 16h00



Crédit photo : Photo Marie-Eve Alarie

ENVIRONNEMENT. Les agriculteurs œuvrant près du lac Saint-Pierre seront sollicités pour favoriser une agriculture durable ée adaptée à l'écosystème du lac dans le cadre d'un tout nouveau Pôle d'expertise multidisciplinaire en gestion durable du littoral du lac Saint-Pierre.

Ce pôle d'expertise aura pour mandat de proposer des projets de recherche et d'expérimentation concrets qui favoriseront une agriculture durable et respectueuse du lac Saint-Pierre.

L'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR), l'Université Laval et l'Université McGill collaboreront dans ce pôle qui dispose de subventions totalisant 4,66 millions \$ sur quatre ans.

C'est que l'état de santé du lac Saint-Pierre est préoccupant en raison de la détérioration des habitats dans la zone littorale du lac. L'évolution des pratiques agricoles est aussi en cause. En ce moment, l'agriculture est pratiquée sur environ 5000 hectares du littoral du lac.

«Le lac Saint-Pierre s'est dégradé en raison des différentes actions humaines posées depuis des décennies et l'un des facteurs est les pratiques de l'agriculture dans le littoral, soit la zone inondée au printemps. Quand l'eau monte et qu'elle se retire, cela entraîne des tonnes de sédiments fins, de limon, de pesticides, de fertilisants, d'azote et de phosphore dans le lac. C'est tout ça qui entraîne sa dégradation», explique Pierre Magnan, titulaire de la Chaire de recherche du Canada en écologie des eaux douces et professeur au département des sciences de l'environnement de l'UQTR.

L'Université Laval et l'Université McGill ont une expertise particulière en matière d'agriculture. Les institutions universitaires proposeront de nouvelles pratiques pour l'agriculture dans le littoral. Le rôle de l'UQTR sera de déterminer, sur le terrain, si ces nouvelles pratiques sont efficaces.

À Trois-Rivières, c'est Raphaël Proulx, directeur d'unité de recherche au Centre de recherche RIVE, qui a été désigné à titre de chercheur de l'UQTR sur le pôle d'expertise.

Des efforts insuffisants

Pierre Magnan affirme qu'il ne faut pas mettre les agriculteurs au banc des accusés dans la dégradation du lac Saint-Pierre, en ce sens qu'ils font ce qui est permis en matière d'agriculture. «Il y a eu de nombreux efforts faits en 20 ans, mais ce n'est pas encore suffisant. Des méthodes différentes seront nécessaires », précise-t-il.

«Si on arrête l'entrée des sédiments fins et des pesticides, ça aura des effets à court terme parce que les sédiments et les éléments nutritifs sont entraînés au printemps. En ce moment, les pratiques ne sont pas acceptables dans une perspective de protection de l'environnement. On doit rendre nos premières conclusions dans quatre ans», ajoute M. Magnan.



Isabelle Melançon, ministre du Développement durable, de l'environnement et de la Lutte contre les changements climatiques

«La survie du lac Saint-Pierre passe par l'évolution des pratiques agricoles et par l'adaptation de l'agriculture au contexte particulier du littoral. Le Pôle évaluera la performance et les impacts des projets agricoles actuels», poursuit la ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte aux changements climatiques, Isabelle Melançon.

Cette annonce complète le plan en deux volets dévoilé le 16 mars dernier en faveur de la conservation du lac Saint-Pierre qui était assorti d'une aide de 14 millions \$ sur cinq ans.

Le premier volet consistait à mettre en œuvre un programme d'aide financière destiné aux organismes du milieu souhaitant mener des initiatives de conservation ou de restauration de la biodiversité et de la qualité de l'eau du lac Saint-Pierre.